

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et
numérique

Circulaire du 21 mars 2025
relative au développement des réseaux publics de transport et de distribution de
l'électricité

NOR : ECOR2508986C

Le 21 mars 2025

Le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté
industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie,

à

Mesdames et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les préfets de département

Pour information :

Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de
l'aménagement et des transports d'Ile-de-France

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement
et du logement

Mesdames et Messieurs les directeurs de l'environnement, de l'aménagement et du
logement

Référence	ECOR2508986C
Date de signature	21 mars 2025
Émetteur	MEFSIN/DGEC/DE/SD3/3C
Objet	Accompagner le développement des réseaux publics de transport et de distribution de l'électricité
Commande	ACTION
Action(s) à réaliser	Accompagner la réalisation de nouveaux ouvrages des réseaux publics d'électricité, la reconstruction ou la réhabilitation d'ouvrages existants par la mise en œuvre de dispositifs de concertation préalables adaptés à la nature et aux enjeux des projets.
Échéance	Immédiate
Contact utile	3c.Sd3.De.Dgec@developpement-durable.gouv.fr
Nombre de pages et annexes	9 pages

Assurer le développement des réseaux publics de transport et de distribution de l'électricité est essentiel, tant pour garantir un apport d'électricité de qualité que pour s'adapter aux nouveaux usages du système électrique : production d'électricité décarbonée, décarbonation des sites industriels, de la mobilité, des centres de données, etc. La bonne exécution de ces missions est cruciale pour l'atteinte de nos objectifs climatiques tout en développant notre résilience industrielle.

Afin de répondre au plus vite à ces nouveaux usages, l'Etat a travaillé, avec les gestionnaires de réseau, à des modalités de simplification et d'accélération en bonne concertation avec les différentes parties prenantes locales, et en prenant en compte les différents enjeux du territoire.

Cette circulaire clarifie les modalités de dialogue pour les projets de raccordement et de renforcement du réseau électrique, en veillant à concilier une concertation locale de qualité avec l'accélération des procédures en faveur de la transition énergétique et de la résilience industrielle.

Cette circulaire concerne le développement du réseau public de transport et des projets d'ouvrages de réseaux publics de distribution de tension supérieure ou égale à 50 kilovolts (kV).

Elle se substitue à la circulaire du 9 septembre 2002 relative au développement des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité et introduit de nouvelles instructions concernant les travaux sur des ouvrages existants. Elle s'applique, hors situation d'urgence, à tout projet de création ou de reconstruction d'ouvrage de tension supérieure ou égale à 50 kV, pour lequel la concertation n'a pas été engagée à la date de sa signature. En ce qui concerne les projets pour lesquels une concertation est en cours, il vous appartiendra soit d'appliquer la circulaire du 9 septembre 2002, soit de mettre en œuvre la présente circulaire. Dans le second cas, les décisions déjà intervenues devront être articulées avec les mesures prévues par la présente circulaire.

1. Principes généraux

La création d'un ouvrage électrique objet de cette circulaire doit être précédée d'une étape de concertation entre l'Etat, le maître d'ouvrage et les représentants des territoires concernés. Le maître d'ouvrage et les services de l'Etat échangent autant que de besoin aux différentes étapes, y compris en amont de cette concertation, afin d'en assurer la bonne réalisation selon des modalités partagées. D'une manière générale, vous inviterez les maîtres d'ouvrage à des échanges réguliers pour anticiper les concertations à venir et rendre compte des instructions en cours.

Cette concertation vise à associer les représentants des territoires concernés (élus, associations, organisations professionnelles, etc.) et les services de l'Etat à la définition des caractéristiques, de la localisation ainsi que des mesures d'insertion environnementale et d'accompagnement du projet.

Elle est proportionnée aux enjeux et au contexte du projet et s'attache à proposer un périmètre d'ensemble cohérent, prenant en compte les différents postes et lignes concernés.

La concertation prend la forme soit d'un échange écrit (consultation écrite), soit d'une ou plusieurs instances de concertation en formation plénière (visioconférence ou présentiel).

- 1.1.** Elle ne peut avoir lieu qu'après validation du dossier de présentation du projet par l'Etat, telle que précisée en troisième partie. Des échanges préalables avec les parties prenantes peuvent toutefois avoir lieu en amont de la validation du dossier de présentation du projet (DPP), après information du préfet ou des services de l'Etat.

En particulier, lorsqu'un projet prévoit la création d'une liaison en technique aérienne d'au moins 225 kV et supérieure à 15 kilomètres, le maître d'ouvrage informe le plus en amont possible l'autorité compétente du dépôt du dossier de présentation par la transmission d'une note synthétique décrivant les territoires susceptibles d'être concernés par le projet, sa consistance technique envisagée, son coût estimé et son calendrier indicatif. Des compléments peuvent être demandés par l'autorité compétente.

Lorsqu'une concertation n'est pas justifiée, il est procédé à une simple information des parties prenantes, comme prévu au paragraphe 3.2.

Le préfet de département valide le DPP, qui contient notamment les modalités de concertation envisagées, puis il met en œuvre la concertation sur la base de ce dossier.

- 1.2.** Pour les ouvrages intéressant plusieurs départements, un préfet coordonnateur de la concertation est désigné, sur proposition des services de l'Etat. Des réunions de concertation interdépartementales peuvent être organisées sous l'égide de ce préfet.
- 1.3.** Lorsqu'un projet relève d'une décision du ministre chargé de l'énergie, le dossier de présentation du projet est validé par le ministre, qui le transmet au préfet pour mise en œuvre de la concertation territoriale. Le préfet rend compte au ministre du déroulement de cette concertation.

- 1.4.** Les services de l'Etat compétents pour agir pour le compte du préfet en application de cette circulaire sont les services des directions régionales ou de territoires d'outre-mer chargés de l'énergie.
- 1.5.** Les correspondances entre l'Etat et les autres parties sont dématérialisées, sauf exception.

2. Constitution du dossier de présentation du projet

Le maître d'ouvrage établit et transmet par voie électronique à l'autorité compétente un dossier de présentation du projet (DPP) qui a vocation à servir de support à la concertation. En fonction des modalités de concertation, le DPP est complété et validé par le préfet, le cas échéant, de façon incrémentale aux différents stades de la concertation.

Le DPP exprime le besoin électrique sur le réseau public, présente la solution proposée par le maître d'ouvrage et propose des zones géographiques au sein desquelles il sera envisagé l'implantation des nouveaux ouvrages.

Le DPP indique dans cet ordre :

1. les hypothèses et les besoins qui sont à l'origine du projet ;
2. les orientations du schéma décennal de développement du réseau, du schéma (régional) de raccordement au réseau des énergies renouvelables ou de tout autre document de planification approuvé dans lequel le projet s'inscrit. Il expose, le cas échéant, les besoins nouveaux à satisfaire qui n'avaient pas pu être pris en compte dans le ou les document(s) concerné(s) ;
3. selon l'échelle du projet, l'évolution de la production et de la demande d'électricité et des principaux indicateurs de sécurité et de qualité d'approvisionnement dans la zone considérée ;
4. une estimation des besoins en puissance électrique à satisfaire, et de l'échéance à laquelle ils se manifestent ;
5. les différentes stratégies envisagées par le maître d'ouvrage et permettant de satisfaire les besoins identifiés : renforcement du réseau existant ou réalisation d'un nouvel ouvrage aérien, souterrain ou mixte. Pour chacune des stratégies étudiées, le dossier comporte une estimation de leurs avantages et inconvénients : montant de l'investissement, qualité résultante de la desserte en électricité, impact général sur l'environnement, horizon des nouveaux investissements à prévoir en sus des investissements considérés ;
6. la solution que le maître d'ouvrage souhaite privilégier en décrivant la consistance des ouvrages à réaliser et en justifiant les raisons de son choix sur la base d'une analyse multicritère ;
7. les principes généraux d'insertion environnementale et d'accompagnement du projet, notamment au regard des principes, objectifs et engagements définis dans le contrat de service public en vigueur lorsqu'il existe ;
8. une proposition d'aire d'étude, présentée et justifiée au regard des premières études, notamment environnementales, portant sur les caractéristiques de l'environnement naturel et de l'occupation humaine de la zone considérée, à partir de laquelle est déterminé le périmètre géographique pertinent de la concertation ;
9. le cas échéant, les fuseaux ou emplacements envisagés des ouvrages à créer, parmi lesquels figure la proposition de fuseau ou d'emplacement de moindre impact résultant d'une analyse multicritère ;

10. le calendrier et les modalités de concertation proposées par le maître d'ouvrage, adaptées au contexte local et à l'importance du projet (dates, durée, phases de concertation, liste des participants, etc.) ainsi que, le cas échéant, l'articulation précise envisagée avec la participation préalable du public, lorsqu'elle est mise en œuvre au titre du code de l'environnement ;

11. les autorisations administratives auxquelles est soumis le projet, ainsi que son calendrier prévisionnel.

Les précisions complémentaires, à destination exclusive de l'administration, accompagnent l'envoi du DPP par un feuillet séparé. En particulier, pour les projets de moindre envergure, une synthèse des échanges préalables avec les parties intéressées est adressée à l'Administration.

3. Validation du dossier de présentation du projet

3.1. Le DPP fait l'objet d'un examen par l'autorité compétente afin de vérifier que le maître d'ouvrage a envisagé toutes les solutions pertinentes au regard des besoins à satisfaire et des contraintes environnementales, et que la solution qu'il préconise prend bien en compte tous les éléments de la problématique locale. L'examen du dossier vise également à en évaluer la clarté et la pertinence. Sa validation, pour laquelle un objectif de délai est fixé à titre indicatif à un mois à compter de la réception d'un dossier complet, permet de lancer la concertation selon les modalités définies dans le dossier et approuvées par l'autorité compétente.

La validation du dossier est notifiée au maître d'ouvrage avant le lancement de la concertation.

3.2. Pour les projets de moindre envergure, une simple transmission pour information du DPP peut être réalisée par le maître d'ouvrage auprès des parties directement concernées par l'implantation des ouvrages, en lieu et place des modalités de concertation prévues au point 4. Dans ce cas, l'Administration n'est pas tenue d'examiner le DPP. Elle peut toutefois l'estimer nécessaire, appeler des compléments ou requérir une concertation.

Ces modalités ont notamment vocation à s'appliquer aux projets suivants :

- liaison ne nécessitant pas de déclaration d'utilité publique, ou dont la longueur n'excède pas un kilomètre en technique aérienne (HTB1) ou trois kilomètres en technique souterraine (HTB1 et HTB2) ;
- création ou extension de poste ne nécessitant pas de déclaration d'utilité publique en vue d'une expropriation, sans solution alternative raisonnable ni nouveau raccordement aérien.

Pour ce faire, le maître d'ouvrage informe l'Administration de son intention de procéder à une simple information en lui transmettant préalablement le DPP pour réaction éventuelle, au moins un mois avant la transmission pour information aux parties prenantes. L'Administration dispose de ce délai pour en accuser réception ou, à défaut, signifier son souhait d'examiner le DPP et, le cas échéant, de le soumettre aux modalités de concertation prévues au point 4 ; ce qu'elle peut faire ultérieurement si elle se trouve saisie d'une difficulté significative pour la mise en œuvre du projet n'ayant pas été traitée par le dossier.

En cas d'évolution du projet à l'issue de l'information des parties, en particulier des fuseaux et des emplacements proposés, le maître d'ouvrage est tenu de mettre à jour le DPP et de procéder à nouveau à la procédure décrite au paragraphe précédent sur la base du dossier actualisé.

- 3.3.** Pour les ouvrages explicitement prévus par un Schéma (régional) de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR), sauf en cas d'ouvrages réalisés en technique aérienne sur une longueur supérieure à 15 kilomètres, les points 1 à 6 du DPP (cf. §2) sont établis par le maître d'ouvrage à partir du schéma. Ces éléments sont considérés comme suffisants pour justifier de la solution technique proposée, pour autant que le contexte de la zone électrique et les besoins auxquels la solution entend répondre n'aient pas évolué de manière notable.
- 3.4.** Pour les raccordements de parcs éoliens en mer ayant fait l'objet d'une décision ministérielle, le DPP et son examen portent principalement sur les points 5 à 7, 9 et 10 du DPP (cf. §2), lorsque les fuseaux sont situés au sein des zones d'études et des aires d'études délimitées le cas échéant, par la décision ministérielle précitée et porte en outre sur le point 8, dans le cas contraire.

Pour ces deux cas, les évolutions notables sont justifiées par le maître d'ouvrage et examinées par l'autorité compétente.

4. Objectif et organisation de la concertation

La concertation a pour objectif de déterminer le fuseau ou l'emplacement de moindre impact à l'intérieur duquel se situera le tracé de la ligne ou la zone d'implantation du poste. Elle permet de présenter le projet, une aire d'étude et un fuseau ou emplacement de moindre impact.

- 4.1.** Les modalités de concertation, comme le nombre de réunions ou le format des discussions, sont adaptées au contexte local ainsi qu'aux caractéristiques et à l'importance des projets :
- lorsque le contexte et la complexité du projet le justifient, la consistance du projet, l'aire d'étude, l'emplacement ou le fuseau de moindre impact sont présentés et, le cas échéant, concertés en autant de réunions que nécessaire, en mettant à jour le DPP à chaque fois que cela est jugé utile ;
 - à l'inverse, pour les projets pour lesquels les fuseaux pressentis ne présentent pas de difficulté particulière, les parties prenantes peuvent exprimer leurs observations au moyen d'une consultation électronique. Le maître d'ouvrage peut mettre à disposition ses moyens techniques pour l'organisation de cette consultation.
- 4.2.** Le maître d'ouvrage prend les contacts nécessaires auprès des représentants des territoires concernés (élus, associations, organisations professionnelles, etc.) afin de préparer la concertation.
- Les participants à la concertation sont désignés par l'autorité compétente afin de représenter notamment les élus, les services de l'Etat, les associations, les organismes professionnels et le maître d'ouvrage. Les services déconcentrés chargés de l'énergie veillent à ce que l'ensemble des intérêts concernés soit représenté.
- Les participants sont invités à partager leurs observations sur les choix proposés par le maître d'ouvrage et à indiquer les contraintes d'ordre divers (environnementales, urbanistiques, touristiques, agricoles, projets locaux, sites particuliers, etc.) correspondants.

- 4.3.** Le maître d'ouvrage présente l'aire d'étude, les différents fuseaux ou emplacements envisageables, dont le fuseau ou l'emplacement de moindre impact qu'il privilégie, en fonction des contraintes que font apparaître les études, notamment techniques ou environnementales, conduites à l'intérieur de l'aire d'étude proposée.

L'aire d'étude retenue ne doit pas conduire à écarter a priori des tracés ou emplacements pertinents.

Les fuseaux ou emplacements sont comparés dans le cadre d'une analyse multicritères, prenant en compte les préoccupations en matière de situation par rapport aux zones urbanisées, de respect des zones naturelles, d'impact sur les paysages, de longueur totale, de faisabilité technique de coût, ou de tout autre critère jugé pertinent. Le maître d'ouvrage apporte notamment les résultats des études techniques et d'évaluation des coûts permettant d'avoir, pour la concertation, les éléments nécessaires afin de pouvoir statuer.

Dans la mesure du possible, il convient d'éviter tout fuseau au sein duquel les tracés envisageables conduisent soit à créer, en zone vierge, une nouvelle ligne aérienne en surplomb direct d'habitations, soit à adjoindre à un ouvrage préexistant une nouvelle ligne aérienne qui conduise à accroître le nombre d'habitations directement surplombées.

- 4.4.** Si des difficultés particulières de comparaison des impacts de plusieurs fuseaux ou emplacements subsistent, l'autorité compétente a la possibilité, de faire réaliser une contre-expertise. Cette étude est confiée à un bureau d'étude qualifié, choisi conjointement par les services de l'Etat concernés et mise à la charge du maître d'ouvrage.

- 4.5.** Les conclusions d'une réunion ou d'une concertation par voie électronique sont notifiées, dans les meilleurs délais, par l'autorité compétente au maître d'ouvrage.

A l'issue de la concertation, l'autorité compétente peut arrêter, même en l'absence d'un consensus, le fuseau à l'intérieur duquel se situera le tracé de la ligne ou la zone d'implantation du poste. Elle en informe le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le ministre chargé de l'énergie est compétent, il valide le choix du fuseau ou de l'emplacement des ouvrages qui le concernent, sur la base du bilan de la concertation et de la proposition de fuseau ou d'emplacement que lui adresse le préfet au préalable.

- 4.6.** Le maître d'ouvrage peut être amené à organiser une participation du public en amont à titre obligatoire, facultatif ou volontaire, dans les cas prévus par le titre 2 du livre 1er du code de l'environnement en saisissant, le cas échéant, la Commission nationale du débat public. Cette participation préalable du public est complémentaire à la concertation prévue par cette circulaire et ne s'y substitue pas. Elle se déroule en amont de la validation du fuseau ou de l'emplacement de moindre impact et donne lieu à un bilan dont il appartient au maître d'ouvrage de tirer les enseignements, afin d'enrichir la concertation territoriale. Les services déconcentrés et de l'administration centrale pourront être amenés à participer à la participation préalable du public, au même titre que d'autres intervenants, pour apporter au public les informations utiles touchant, par exemple, aux questions de politiques énergétique ou environnementale ou d'aménagement du territoire.

5. Travaux sur les ouvrages existants

Les projets de travaux sur ouvrages existants consistent à intervenir sur des ouvrages électriques existants, dans le but d'en prolonger la durée de vie ou d'en faire évoluer les caractéristiques techniques. Leurs consistances peuvent être variées et appellent un niveau de procédure différencié.

- 5.1.** Les travaux de « reconstruction » doivent être regardés comme des travaux neufs de développement de réseau et se voir appliquer les procédures prévues pour les projets de création.

Sont ainsi considérés comme relevant de la reconstruction notamment les travaux impliquant un changement de nature des ouvrages (souterrain ou aérien, changement de niveau de tension non prévu à l'origine ou un changement de tracé ou d'emplacement significatif) impliquant, en particulier, de sortir du cadre de la déclaration d'utilité publique (DUP) initiale, lorsqu'elle existe.

La concertation est réalisée exclusivement sur la portion concernée par les travaux de reconstruction, sauf si le maître d'ouvrage juge nécessaire d'y inclure d'autres travaux de réhabilitations.

- 5.2.** Les travaux ne répondant pas à la qualification de « reconstruction » sont qualifiés de travaux de réhabilitation. Il convient de limiter les procédures en les adaptant aux enjeux soulevés par les travaux selon les portions concernées.

Une nouvelle concertation peut être requise si les travaux requièrent une nouvelle demande de DUP. A contrario, un écart compris dans la bande de DUP initiale, relevant d'une gestion patrimoniale prévisible, ne constitue pas en soi un changement suffisant pour justifier une nouvelle concertation.

En l'absence de concertation territoriale, les parties prenantes identifiées par le maître d'ouvrage sont toutefois informées par ce dernier du projet et de la consistance des travaux, suffisamment en amont de leur lancement.

Malgré l'ancienneté de certains ouvrages réhabilités, son gestionnaire est libre d'en conserver la nature et n'est pas tenu de procéder à leur mise en souterrain.

Une ligne provisoire nécessaire à la réhabilitation d'une ligne est dispensée de concertation territoriale si, et seulement si, la ligne provisoire est implantée à proximité d'un ouvrage existant et pour une durée inférieure à 4 ans. Toutefois, le maître d'ouvrage peut proposer des modalités de concertations adaptées, selon le contexte et les enjeux du projet.

- 5.3.** Conformément à l'article L.323-3 du code de l'énergie, une demande de DUP peut être requise pour certains travaux sur ouvrages existants, notamment lorsqu'une mise en compatibilité des documents d'urbanisme est nécessaire ou lorsque des mises en servitudes doivent être réalisées, lorsque de nouvelles parcelles sont concernées.

Cette DUP peut être demandée sans qu'il y ait besoin d'une concertation : dans ce cas, le mémoire descriptif prévu aux articles R. 323-5 et R323-6 du code de l'énergie indiquera qu'il n'y a pas eu de concertation sur le projet.

Lorsqu'elle est nécessaire pour des travaux sur ouvrages existants, la déclaration d'utilité publique initiale de la ligne peut être utilisée en vue d'établir les servitudes prévues aux articles R. 323-7 à D. 323-16 du code de l'énergie, dès lors que les travaux sont à réaliser sur les mêmes parcelles que celles initialement grevées de servitudes pour le passage de l'ouvrage électrique.

◦
◦ ◦

Je vous prie de bien vouloir me rendre compte des difficultés éventuelles que vous rencontrerez dans l'application de la présente circulaire.



Marc FERRACCI